



Assemblée générale

Distr. générale
13 novembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Points 111 et 118 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Gestion des ressources humaines

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Haile Selassie **Getachew** (Éthiopie)

I. Introduction

1. À sa 19e séance plénière, le 20 septembre 2002, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-septième session les questions intitulées « Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies » et « Gestion des ressources humaines » et de les renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question du personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités au titre des points 111 et 118 de l'ordre du jour, à sa 15e séance, le 24 octobre 2002. Les déclarations et observations faites au cours de l'examen de ce point par la Commission sont consignées dans le compte rendu analytique pertinent (A/C.5/57/SR.15).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport annuel du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités, portant sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 (A/56/839). Le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présenté oralement un rapport sur cette question, lors de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, à la 45e séance de la Cinquième Commission tenue le 7 mars 2002 (voir A/C.5/56/SR.45)¹.

¹ À paraître dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 7A* (A/56/7/Add.1 à 11), annexe.



II. Examen du projet de résolution A/C.5/57/L.5

4. À la 15^e séance, le 24 octobre 2002, le représentant du Pakistan, coordonnateur des consultations officielles sur cette question, a présenté, au nom du Président, un projet de résolution intitulé « Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités » (A/C.5/57/L.5).

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/57/L.5 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 51/243 du 15 septembre 1997, 52/234 du 26 juin 1998, 53/11 du 26 octobre 1998 et 53/218 du 7 avril 1999 et sa décision 55/462 du 12 avril 2001,

Ayant examiné le rapport annuel du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités, portant sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001², et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³,

Prend acte du rapport annuel du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités, portant sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001².

² A/56/839.

³ À paraître dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 7A* (A/56/7/Add.1 à 11), annexe.